



COMPTE RENDU RAPIDE du CTL DU 12 MAI 2016

1) Un point important de ce CTL était constitué par un débat sur les conditions de vie au travail à la DRFIP 67.

Les documents présentés étaient:

- le baromètre social avec le résultat d'une enquête de juin dernier, où l'on constate par exemple que 63% des agents interrogés pensent que les conditions de vie au travail ne sont pas assez prises en compte
- le tableau de bord de veille sociale qui pour une fois, nous fait apprécier les indicateurs (exemple: services où les agents sont trop souvent écartés, ou il y a souvent des malades, etc)

Solidaires a constaté que les alertes que nous lançons depuis plusieurs années quant à la mise en danger de la santé des agents sont maintenant partagées par la direction.

Le mal être dû à l'accumulation des réformes, les méthodes de travail dans lesquelles les agents ne se reconnaissent pas, sont encore aggravés par le manque criant de personnel.

Solidaires reconnaît que la direction estime faire ce qu'elle peut, mais en l'absence d'abondement en personnel, la prise en compte des risques psychosociaux est dérisoire.

Solidaires a suggéré que tous les directeurs remettent leur démission à Bruno Parent s'il n'œuvre pas pour l'emploi! A lui de défendre la cause de la DGFIP et de ses agents auprès du premier ministre.

Nous n'oublions pas que chaque directeur est pénalement responsable en cas de mise en danger de la vie de ses agents. Il ne faudrait pas attendre qu'advienne un événement malheureux pour que chacun prenne ses responsabilités

2) Experimentation d'une caisse sans numéraire à la trésorerie du SDEA à compter de son déménagement prochain dans les locaux de l'ordonnateur.

La trésorerie n' encaisse que peu de numéraire, l'expérience risque donc d'être positive.

Notre crainte est que cette réussite soit le prétexte pour la transposer à d'autres postes qui ne seraient pas du tout dans les mêmes conditions d'exercice (ruralité, population fragile ou âgée)

Solidaires s'est donc abstenu lors du vote.

3) Rapprochement SIP CDIF au 1 septembre 2017

La première vague de rapprochement a fait des dégâts irréversibles dans les CDI qui n'avaient pas de CDIF initial.

La DG semble en avoir tiré les leçons, ce rapprochement s'accompagnera de la création d'une cellule foncière sur chaque site rapproché.

Le problème, selon nous, est que dans ce contexte de suppressions d'emplois, ces cellules foncières ne soient pas pérennes. Nous n'avons aucune garantie que les collègues affectés aux cellules foncières ne devront pas venir en renfort de leurs collègues en campagne IR ou que les collègues des secteurs ne devront pas se mettre à la saisie pour respecter la fameuse D4 du 29 avril!

Cette crainte nous a conduit à voter contre ce rapprochement.

4) Dans le domaine du foncier encore, toutes les OS ont refusé de voter pour ou contre le mouvement des géomètres, consécutif à la création d'un PTGC.

En effet un mouvement s'étudie dans le cadre d'une CAPL dont les modalités nous permettent de vérifier qu'il est déroulé en conformité avec les souhaits des agents et les règles de gestion, ce qui n'était pas le cas.

5) Extension du pilotage des BCR par les DIRCOFI en 2016

Il s'agit de maintenir les personnels des BCR sous l'autorité administrative du département (congés, évaluation professionnelle), tout en les soumettant au "pilotage fonctionnel" de la DIRCOFI (objectifs, axes de travail, méthodes etc)!

Si les motifs affichés d'efficacité dans la lutte contre la fraude sont louables, on voit tout de suite que l'articulation va être compliquée à mettre en oeuvre!

Solidaires Finances Publiques a posé les questions essentielles:

- la DIRCOFI a son propre service de recherche, la BEP, rien ne garantit que la BCR pourra défendre sa spécificité de brigade de terrain et son autonomie en cette période où toutes les technicités doivent être traduites en procédures uniformisées.

- Comment vont se décliner les axes de travail et comment vont s'établir les priorités? En cas de problème, vers quelle autorité la brigade pourra t elle se tourner? Un protocole est en cours de rédaction, mais l'expérience prouve que la fonctionnalité des protocoles laisse souvent à désirer...

- Enfin, les élus de Solidaires ont tenu à faire acter au PV qu'ils s'inquiètent de ce changement de pilotage, eu égard aux problèmes de "communication" avérés entre la direction de la DIRCOFI et ses agents. Nous sommes à la disposition des collègues qui ne doivent pas hésiter à nous contacter s'ils rencontrent des difficultés.

6) Enfin les OS ont approuvé le plan de formation.

Solidaires a redit l'importance de l'intégration des formations CHSCT au plan global de formation, ce qui permet aux agents et aux chefs de services de réaliser que ces formations spécifiques font partie intégrante de la formation permanente.

La e-formation reste très perfectible. Le tutorat prévu dans les textes est inexistant, les stagiaires vont rarement au bout de la formation, les formations ne sont pas toujours au top (e-contact).

Bien qu'on essaye de nous faire croire à quel point la e-formation est l'avenir, rien ne remplace le temps pris pour l'apprentissage par l'échange d'expérience humain.

La réalité est que la e-formation est moins couteuse en frais de déplacement et en temps de travail...

La tenue de ce CTL n'a pas empêché les élus de prendre part, à la pause méridienne, au départ de la manifestation contre l'usage du 49/3 place Kleber. (voir déclaration liminaire ci jointe).

Pour plus de détails vous pouvez prendre contact avec les élus de Solidaires Finances Publiques présents à ce CTL:

Christine Helstroffer, Philippe Pezzali, Corine Kindmann, Candice Vinckel
siégeant comme expert